Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/ca-bouge-dans-le-Reseau-Quelques,28986

27 juin 2013

ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts des derniers mois. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Jocelyn Peyret. Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

Des actions locales en chaîne

Dans les semaines qui ont précédé la grande chaîne humaine à Paris, de nombreux groupes ont organisé des chaînes humaines locales et de nombreux autres événements dans le but de mobiliser le plus largement possible.

À Rouen, le 15 décembre, plus de soixante personnes se sont retrouvées pour une farandole autour du palais de justice.

Le 9 février, ce fut une journée de mobilisation nationale avec plusieurs chaînes qui ont traversé les rues de Grenoble (38), Rouen (76), Nîmes (30), Aubagne (13), Amiens (80), etc. Puis pendant tout le mois de février et début mars s'enchaînèrent des flashmob comme à St-Malo (35), des soirées de présentation de la chaîne à Melun (77), un festi-chaîne à La Voulte sur Rhône (07), une projection/débat à Paris (75), etc.
Cette dynamique nationale reflète la volonté de plus en plus de personnes de sortir du nucléaire et l'implication de tout un chacun a contribué à la réussite de la chaîne du 9 mars à Paris.

Notre présence sur le terrain est un gage de visibilité et de diffusion de l'information.

Une vidéo de la flashmob à Nantes est visible sur internet :
https://www.youtube.com/embed/qb8LDtqfIEw

La route du plutonium

Lors de l'inauguration du dernier tronçon de la mise à 4 voies de la RN 174, reliant St Lô à la RN 13, des militants antinucléaires ont surgi pour la rebaptiser "route du plutonium". Ils voulaient attirer

l'attention sur les transports de cette matière ultra-sensible du point de vue militaire et hautement toxique. De nombreux transports circulent depuis La Hague sur les routes du département et notamment à St Lô.

Ce faisant, ces militants se sont attiré les foudres du directeur technique des Commissions Locales d'Information dépendant du Conseil général. Le 12 février, Ouest-France St Lô publiait une courte déclaration de ce dernier selon laquelle : "La RN 174 n'est en aucun cas l'itinéraire retenu pour les convois qu'ils soient hautement ou faiblement radioactifs. (...) Les itinéraires sont connus des membres des CLI parmi lesquels siègent des représentants des associations antinucléaires."

Membre des trois CLI de la Manche, le CRILAN a demandé un rectificatif dans lequel vous auriez pu lire s'il était paru, notamment, que :

"(...) Les antinucléaires, membres des CLI ne sont pas avertis par AREVA (!) pas plus que par la Défense nationale (!!) des dates des transports de plutonium depuis La Hague vers le sud de la France... Les CLI ne sont avisées que très tardivement par un communiqué laconique d'AREVA des transports ferroviaires de combustibles usés et déchets mais ni de leurs trajets, ni des dates exactes, encore moins de leur suivi en temps réel (!!!)"

Une preuve de plus, s'il en fallait, qu'une information indépendante du complexe militaro-industriel et des directions des CLI est nécessaire.

Contact : www.crilan.fr

La ministre de l'Écologie soutient la poubelle nucléaire

Le 4 février, Mme Delphine Batho, paraît-il ministre de l'Ecologie, s'est rendue en visite au futur centre d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure (55).

Une rencontre le matin d'un quart d'heure avec Dominique Ronga (EELV) a été suivie d'un second échange d'un quart d'heure l'après-midi avec notamment Michel Guéritte (association Qualité de Vie à Ville-sur-Terre) et Michel Marie (CEDRA, collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs). On pose des questions, on laisse les réponses à l'entrée, on offre des dossiers, trois petits fours et puis s'en vont. Tout cela très cordialement.

Pour dénoncer cette visite de courtoisie et de soutien à la filière de stockage de déchets radioactifs en profondeur, une quarantaine de personnes ont bloqué la sortie lors du départ de la ministre. Les gendarmes sont venus prêter main forte au service de sécurité de l'Andra.

Avant le futur débat public, Mme la ministre nous a réconfortés quant à la transparence, la démocratie et la réversibilité du stockage... (pour vous informer vraiment sur la nature de ce projet, lisez notre dossier en pages 20-24 !)

Travaux à Fessenheim : recours contre l'accord de l'ASN

Suite à plusieurs propositions d'EDF, l'Autorité de Sûreté Nucléaire a donné son accord à la réalisation des travaux pour le renforcement du radier du réacteur n°1 de la centrale de Fessenheim, le 19 décembre 2012. Un recours gracieux a été déposé par un collectif d'associations.

Entre le 17 octobre 2009 et le 24 mars 2010, le réacteur n°1 de Fessenheim a subi sa troisième visite décennale. À l'issue de ce réexamen de sûreté, l'ASN a rendu un avis favorable à la poursuite d'exploitation du réacteur après 30 années de fonctionnement à condition de respecter les prescriptions de la décision de l'ASN n° 2011-DC-0231 du 4 juillet 2011 et notamment les deux prescriptions majeures suivantes :

- renforcer le radier du réacteur avant le 30 juin 2013, afin d'augmenter sa résistance au corium (cœur du réacteur en fusion) en cas d'accident grave avec percement de la cuve ;

- installer avant le 31 décembre 2012 des dispositions techniques de secours permettant d'évacuer durablement la puissance résiduelle en cas de perte du refroidissement.

C'est dans ce contexte qu'EDF a dû proposer différentes solutions de travaux, dans le but de renforcer le radier du réacteur n°1 de Fessenheim.

Après examen du dossier déposé par EDF, l'ASN a donné, le 19 décembre 2012, son accord pour qu'EDF procède à la mise en œuvre de la modification proposée, sous réserve du respect de conditions complémentaires visant à assurer, d'une part, la radioprotection des personnels effectuant les travaux, et d'autre part, l'atteinte des objectifs de sûreté fixés.

La modification vise à augmenter à la fois l'épaisseur et la surface de la zone d'étalement du corium en cas d'accident grave avec percement de la cuve.

Étant donné l'ampleur de la modification envisagée, celle-ci aurait dû faire l'objet d'une procédure d'autorisation (avec enquête publique), telle que prévue par l'article L 593-14 du Code de l'environnement en cas de modification notable d'une installation nucléaire. De plus, la réalisation de ces travaux dangereux est peu compréhensible dans la mesure où cette centrale est vouée à la fermeture.

Avec les associations Alsace Nature, Stop Transports - Halte au nucléaire, Stop Fessenheim et le Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin, nous avons déposé le 15 février un recours gracieux contre l'accord de l'ASN.

Ce premier recours n'est qu'un début : nous envisageons ensuite de faire un référé et un recours sur le fond pour empêcher les travaux qui n'ont pour l'instant pas commencé.

Double manifestation à Colmar...

Le mardi 12 février, alors que se tenait une réunion de la Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) sur la centrale de Fessenheim, la Préfecture de Colmar était quasi cernée par des manifestants. D'un côté les salariés menés par la CGT, FO, la CFDT et la CFE-CGC, de l'autre les anti-nucléaires un peu moins nombreux mais aussi bruyants avec quelques bidons-percussions.

Les salariés contestaient la nomination de Francis Rol-Tanguy en tant que délégué interministériel chargé de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim. À signaler que lors d'une visite sur le site, M. Rol-Tanguy a été empêché d'entrer par un barrage de salariés.

Les compagnies de CRS présentes sur les lieux ont isolé les deux camps, alors qu'un cortège de salariés défilait jusqu'à la gare.

Contre le nucléaire militaire, choisissez votre action !

Tous les premiers vendredis du mois, participez à l'action "Jeûne et Vigilance" avec présence et interpellation devant le ministère de la Défense.

Il s'agit d'une présence de trois à dix personnes pendant 2 heures le matin et 2 heures l'après-midi, aux heures d'entrée et de sortie du personnel du ministère devant le métro Solférino. De grandes banderoles sont déployées et quelques discussions avec les passants montrent, soit une détermination farouche de certains pour les armes nucléaires, soit un soutien à notre action mais très

souvent limité à un intérêt superficiel.

D'autres associations sont partenaires de cette action placée sous la responsabilité de la Maison de Vigilance : Le Mouvement de la paix, le MIR, Stop Essais, les Réseaux Espérance, le collectif Non au missile M51, les Désobéissants, Mouvance Partenia.

Contact : lamaisondevigilance@orange.fr ou marie-claude.thibaud@wanadoo.fr

23 avril 2013 : journée internationale d'actions et d'échanges pour le désarmement nucléaire

Du 22 avril au 3 mai 2013 se réunira à Genève, dans les locaux de l'ONU, le "Comité préparatoire de la Conférence d'examen du Traité de Non-Prolifération".

Plusieurs organisations internationales assisteront aux sessions du 22 au 29 avril. Armes Nucléaires Stop, une des associations présentes, appelle à une manifestation dans Genève le mardi 23 avril pour demander l'abolition des armes nucléaires et exiger que les pays nucléaires engagent réellement le désarmement nucléaire.

Du 6 au 9 août 2013 : jeûne international pour l'abolition des armes nucléaires

Armes Nucléaires Stop vous invite à soutenir et à vous inscrire au jeûne international qui se tient annuellement à Paris du 6 au 9 août en commémoration des bombardements de Hiroshima et Nagasaki.

Pour tous renseignements et inscription : do.lalanne@wanadoo.fr

Comment distribuer efficacement des tracts antinucléaires ?

Merci à Philippe pour son témoignage :

Pour les tractages, il faut à mon avis tout de même essayer de limiter le gaspillage et en effet de ne pas tendre les tracts à la volée et d'essayer de discuter avec la personne avant. Mais la saturation en "tractage" dans certaines villes fait que l'on n'a pas envie de s'arrêter ou alors pour se débarrasser de l'intrus, on prend, on regarde à peine et on jette.
Le contact direct et l'accroche verbale sont certainement plus efficaces qu'une distribution sans compter et sans échanges humains. Plus de monde, mais un résultat pas garanti...

En situation de foule qui marche (sorties de métro, de conférence, dans la rue, etc.), on ne peut pas discuter avec les passants, d'abord parce qu'il faut qu'ils s'arrêtent (on ne peut pas et il ne faut pas les forcer !), ensuite parce qu'on loupe tous les autres. D'où ma méthode de tractage "à la criée" qui est excellente d'après moi : je ne bloque surtout pas le passage et je lance "à la criée" pourquoi je suis là ("Sortir du nucléaire, samedi 9 mars !!"), en prononçant bien fort et bien clairement "nucléaire" (tout de suite, le sujet les interpelle... ou pas du tout !) puis, le temps qu'ils passent, je rajoute des infos ("journée de mobilisation conviviale !!", "Même si vous n'êtes pas militants, participez !!", etc.). Ainsi, seuls les passants intéressés prennent les tracts (ceux qui percutent après m'avoir dépassé reviennent vers moi pour m'en demander un, parfois plusieurs).

Résultat : très peu de perte ! Mais : il faut observer les passants, écouter leurs réactions éventuelles, y répondre si possible (autant de signes de sympathie que de provocations) et surtout... faut "crier" !

Bref, du vrai boulot concentré qui économise du temps et de l'argent !

Gard : les élus interpellés sur leur soutien au projet ASTRID

Le 15 février, entre 150 et 200 personnes se sont rassemblées avec banderoles et panneaux

d’informations pour protester contre le projet de construction d’ASTRID à Marcoule. Il s’agit d’un réacteur fonctionnant au plutonium et refroidi au sodium liquide. Il s’inscrit dans la filière des "Réacteurs à Neutrons Rapides, RNR", ou "surgénérateurs".

Le 15 février, l’atmosphère était surchauffée par la rage face à l’expression convenue des élus et par la présence de salariés du nucléaire venus également revendiquer ! Les antinucléaires ne se faisaient pas d’illusions sur la réaction du Conseil Général dont on sait qu’il est globalement pronucléaire. Le but du rassemblement était double : montrer qu’une force antinucléaire pouvait émerger face au projet et informer et alerter la population à travers les médias.

Il a été demandé au Conseil Général de :

- s’opposer à la construction du nouveau réacteur Astrid,
- réclamer l’arrêt de la filière plutonium, filière de la plus haute radiotoxicité et dangerosité,
- appeler le CEA à organiser la reconversion des productions nucléaires de Marcoule, et à transformer le Centre en pôle international d’expérimentation du démantèlement nucléaire, et en centre de développement des technologies de sobriété énergétique et d’énergies renouvelables.

Il nous a été annoncé un débat sur la transition énergétique du Gard, qui serait organisé au printemps par le Conseil Général. Sera-t-il un débat citoyen auquel nous pourrions prendre part, et à quelles conditions ?

Il reste que si aujourd’hui nous nous sommes manifestés, c’est en tant que citoyens dans un cadre démocratique, même si nous l’avons un peu perturbé. On peut penser que d’autres formes d’actions sont à envisager, si on veut réellement que soit bloqué ce projet de construction du réacteur. Et pour cela il sera aussi nécessaire de lui donner une dimension nationale, car la relance de la filière plutonium est un très grave enjeu national.

Contact : collectifantinucleaire84@hotmail.fr
www.coordination-antinucleaire-sudest.org

Rassemblement contre la guerre pour l’uranium au Mali

Le samedi 9 février, environ 500 personnes se sont rassemblées devant le siège d’Areva à Paris pour dénoncer la guerre au Mali.

Une forte partie de la population malienne et nombre de travailleurs maliens immigrés en France ont été soulagés par l’intervention de l’armée française face à l’oppression du fanatisme religieux au Nord-Mali. Mais cela ne doit pas empêcher d’être conscient que ce ne sont pas des raisons humanitaires qui motivent la guerre française au Mali, mais des intérêts impérialistes, dans la plus pure tradition des agissements de ce qu’on appelle "la Françafrique". Comme un aveu, cette guerre permet à la France d’envoyer des troupes militaires pour sécuriser les mines d’uranium d’Areva au Niger, distantes de quelques centaines de kilomètres seulement.

Un nouveau lieu d’ancrage pour les luttes antinucléaires

Depuis l’action à Valognes contre le train "CASTOR" en novembre 2011, jusqu’aux moments forts de la lutte contre la ligne Très Haute Tension (THT) Cotentin-Maine en 2011 et 2012, des personnes se sont rencontrées et se sont organisées pour lutter contre le nucléaire et son monde.

Afin de continuer sur cette lancée, il semble important de pouvoir disposer d’un lieu collectif comme a pu l’être le bois occupé de la Bévinière sur la commune du Chefresne, bois concerné par le passage

de la nouvelle ligne THT.

Présenté lors de l'assemblée générale antinucléaire et anti-THT du 1er décembre 2012 à Coutances, ce nouveau lieu est désormais ouvert. Il a été mis à disposition collective par le biais d'une association, au lieu-dit la Bossardière sur la commune de Montabot (50).

Nous, participant-e-s à cette dynamique, l'avons doté de différents objectifs. En effet, cet endroit constitue un point d'information et de convergences des initiatives d'ici (EPR, THT, etc.) et d'ailleurs (poubelle radioactive de Bure, etc.) contre le nucléaire et aussi contre d'autres projets assez proches dans l'idéologie d'aménagement de nos espaces et de nos vies, tel celui de l'aéroport de Notre-Dame des Landes. Il s'agit aussi d'un point d'ancrage de la lutte où se déroule un chantier permanent d'échanges de savoirs et de pratiques autonomisantes (autonomie énergétique, écoconstruction, rénovation du bâti ancien…).
Dans cette dernière optique, ainsi que pour rendre le lieu plus agréable et accueillant, divers chantiers ont déjà été menés à bien depuis la dernière assemblée anti-THT, tels l'aménagement d'une pièce de vie, la mise en place de gouttières, le tubage de la cheminée, la mise en place de panneaux solaires et la fabrication de portes pour l'atelier/salle d'activités. Il s'agit d'un bâtiment agricole doté d'une pièce de vie et d'un atelier avec du terrain. À notre arrivée, il était inoccupé depuis des années et des travaux y sont par conséquent nécessaires.

Nous vous invitons à passer pour vous tenir au courant des prochains travaux à mener. Ceux-ci nous permettront, une fois accomplis, d'envisager d'autres activités plus aisément.

Si vous souhaitez participer à l'organisation du lieu et des différents chantiers, ou juste en savoir un peu plus, il est possible et même fortement recommandé de venir aux réunions hebdomadaires, tous les mercredis à 18h. Ces réunions sont, pour nous, vraiment le meilleur moyen pour discuter et s'informer sur les chantiers à venir, sur l'actualité du lieu et pour émettre des propositions quant à celui-ci. Nous essayons de fonctionner de façon horizontale, sans chef ni bureaucratie.

Il est aussi possible de nous contacter par téléphone au 06 28 94 72 13, et par mail : montabot@riseup.net

Si les différents travaux s'organisent financièrement avec les moyens du bord et au plus juste, il reste néanmoins que l'achat de matériaux de qualité nécessite plus d'argent. C'est pourquoi nous lançons un appel à dons pour soutenir le lieu et ses activités.

Il est possible d'envoyer des chèques à Le Pavé, c/o T. LE CLAINCHE, 2 rue de la Fontaine st Côme, 50210 RONCEY

Les révoltés du Bocage à Montabot

Marches antinucléaires : préparez vos sacs à dos !

La "Marche antinucléaire pour la Vie ! Arrêt immédiat du nucléaire" aura lieu du 15 au 26 avril 2013.

Des Alpes de Haute-Provence (Manosque, lieu d'un séisme en septembre 2012) au Gard (site nucléaire de Marcoule) en passant par les Bouches-du-Rhône (centre nucléaire de Cadarache) et le Vaucluse (site nucléaire de Tricastin), cet événement sera l'occasion de manifester au lobby nucléaire et aux gouvernement et élus régionaux pro-nucléaires le refus de servir plus longtemps de cobayes aux fanatiques scientistes criminels. Un rassemblement clôturera au Tricastin cette marche le jour même de la commémoration de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl du 26 avril 1986.

Contact : collectifantinucleaire84@hotmail.fr
Site : www.coordination-antinucleaire-sudest.org

La "Marche internationale pour la paix et un monde sans nucléaire" aura lieu du 1er au 27 juillet 2013 au départ de Narbonne (11) et arrivant à la centrale du Bugey (01).

Organisée par des sympathisants antinucléaires en collaboration avec l'association australienne Footprints for Peace. Pour nous accompagner dans ce périple et témoigner des impacts économiques, culturels, environnementaux, sociaux de l'extraction de l'uranium, nous accueillerons tout au long de la marche des militants aborigènes qui luttent contre de nouveaux projets de mines et pour la souveraineté de leurs peuples. Nous recherchons des lieux de campements pour les étapes et des contacts locaux pour co-organiser des rencontres.

Contact :
marchesortirdunucleaire@gmail.com
06 78 75 60 55
Site : https://marche2013.sdnyonne.lautre.net

Informer… jusque sur les sentiers de randonnée !

Yves et Ida, militants antinucléaires de longue date, habitent en Seine-et-Marne, et un sentier de randonnée longe leur habitation. Quoi de plus simple pour sensibiliser les promeneurs que de mettre à leur disposition, en libre service, quelques tracts et brochures envoyés gratuitement par le Réseau "Sortir du nucléaire" ? C'est ce que se sont dit nos amis, qui ont affiché l'appel à la chaîne sur leur porte de garage. Un panier suspendu contient les documents gratuits. Pratique, pas d'autorisation à demander, pas de stand à tenir toute la journée, il leur faut juste réapprovisionner le panier qui se vide rapidement…

Faites connaître vos actions antinucléaires dans notre agenda !

Inscrivez vos actions antinucléaires via le formulaire en ligne que vous trouverez ici :
https://www.sortirdunucleaire.org/agenda

Ils seront annoncés dans l'agenda en ligne et nous diffuserons l'information par e-mail aux sympathisants du département concerné (ou plus largement selon l'événement). Une fois l'événement passé, pensez à nous envoyer des photos et comptes rendus (ainsi que revues de presse et vidéos) pour alimenter cette rubrique de la revue.

Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr